

MORBIHAN / Arrondissement de LORIENT Canton de PLUVIGNER / Commune de CAMORS

ARRETE autorisant la poursuite de l'ouverture d'un établissement recevant du public (Salle du Petit bois)

Le Maire de la Commune de CAMORS,

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles R 143-1 à R 143-47, R157-1 et R157-4,

VU l'arrêté modifié du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public annexé au code de construction et de l'habitation,

VU l'arrêté du 5 février 2007 (dispositions particulières type L)

VU le décret n° 95-260 du 08 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale pour la sécurité et l'accessibilité,

VU le rapport du SDIS56 n° D2023.1384 du 30/11/2023 – Justificatifs LAD éventuelle, présenté aux membres de la commission,

VU les justificatifs apportés après l'avis défavorable de la commission d'arrondissement de LORIENT en date du 14/09/2023,

VU que les documents reçus permettent aux membres de la commission de lever les motifs d'avis défavorable,

Considérant l'avis favorable de la commission d'arrondissement ERP de LORIENT dans son procès-verbal du 25/04/2024,

ARRETE

Article 1^{er} : Est autorisée la poursuite de l'ouverture au public de l'établissement désigné ci-après :

Salle du Petit bois Le Petit bois 56330 CAMORS / Exploitation par COMMUNE DE CAMORS

Catégorie : 3ème Type LN - Effectif de 421 personnes

Néanmoins, les prescriptions suivantes devront être réalisées :

2017-012 : Tenir à jour le registre de sécurité (Art R 123-51 du CCH)

2020-012 : Annexer au registre de sécurité la convention obligatoirement conclue entre l'exploitant (commune) et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou activités dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes, et au-delà de 3000 personnes assurer un service de sécurité incendie pendant la présence du public (Art MS 48)

2023-001 : Lever les observations du rapport de vérifications des installations électriques (Art EL 19)

2023-002 : Procéder à la vérification de la chaudière fuel (Art CH 58)

2023-003 : Procéder à la vérification des exutoires de désenfumage (Art DF 10)

2023-004 : Implanter un dispositif d'arrêt d'urgence des installations de cuisson. Ce dispositif doit être implanté à proximité de l'accès au local ou du bloc cuisine où ces appareils sont mis en place. Le dispositif d'arrêt d'urgence de l'énergie électrique visé au §1 ne doit pas couper les circuits d'éclairage, ni les dispositifs de ventilation contribuant à l'évacuation des fumées en cas d'incendie (Art GC 4)

Article 2 : Pendant toute la durée de l'exploitation, l'exploitant observera les règles particulières de sécurité contre les risques d'incendie et de panique applicables à la catégorie à laquelle se rattache son établissement.

Article 3 : L'exploitant fera procéder périodiquement et au moins une fois par an par un organisme agréé, aux vérifications permettant d'établir que les installations et équipements sont maintenus et entretenus conformément au règlement de sécurité.

Article 4 : L'exploitant est tenu d'assister aux visites périodiques de contrôle et aux visites inopinées faites à son établissement par la commission de sécurité dans les conditions prévues par le règlement de sécurité.

Article 5 : Tous les travaux, aménagements ou modifications même non soumis à permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du Maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente (R 123-22 du CCH)

Article 6 : Le Maire, le chef de la brigade de gendarmerie de Pluvigner sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'exploitant et une deuxième affichée à la porte de l'établissement.

Fait à CAMORS le 29/04/2024

Pour Le Maire empêché et Par délégation,

L'adjoint aux travaux,



Jacky DIGARD

